

ENQUÊTE PERIODIQUE AUPRÈS DES MENAGES 2010

Policy Brief *Janvier 2011*

L'Enquête Périodique Auprès des Ménages de 2010 (EPM 2010) est le 8ème élément d'une série d'enquêtes statistiques initiée en 1993 sur les conditions de vie microéconomiques des ménages. Il s'agit de l'unique série d'enquêtes multithèmes, de la démographie à la consommation en passant par les activités et les opinions, dont les résultats sont représentatifs au niveau national, par Région et selon les milieux urbain et rural. Cette série a servi le suivi des programmes de développement du pays en fournissant les indicateurs et les analyses descriptives et explicatives des conditions de vie microéconomiques, leurs causes et leurs corollaires. L'EPM 2010 revêt la particularité de fournir des informations sur la situation des indicateurs de suivi des OMD en 10 ans de mise en œuvre et à 5 ans de leur "première" échéance en 2015. Par ailleurs, cette enquête fournit les situations de départ (base line) et les défis à relever en termes de structure démographique, d'éducation, de santé, d'activité, de logement, d'accès aux infrastructures améliorées, de structure et de niveau de consommation pour le prochain programme de développement et de lutte contre la pauvreté pour la nouvelle République de Madagascar.

L'EPM 2010 est une enquête statistique par échantillonnage à 2 niveaux. Le premier niveau est le choix aléatoire des 623 zones de dénombrement (ZD) délimitées par la cartographie du 3^{ème} Recensement Général de la population et de l'habitation (RGPH3). Le second niveau est le choix des 20 ménages dans chacune des ZD. Au total, 12 460 ménages constituent l'échantillon de l'EPM 2010. Au niveau national, la précision a priori d'une proportion est d'environ 0,87%¹. Les 623 ZD sont réparties dans les 44 strates qui sont les croisements des 22 Régions et des 2 milieux (urbain et rural). Le questionnaire ménage contient 14 sections qui comportent au total 12 thèmes. Le questionnaire communautaire (par ZD) contient aussi 12 thèmes qui concernent l'existence, les caractéristiques et le fonctionnement des offres de services publics et privés et les contextes locaux en matière de niveaux de prix, de vulnérabilité, de bien-être et de sécurité.

La collecte des données de l'EPM 2010 a débuté le 15 juin 2010 et s'est terminée le 15 octobre 2010. Avec les appuis financiers des partenaires que sont trois agences du Système des Nations Unies (le PNUD, l'UNFPA et l'UNICEF) et le Programme de Renforcement de Capacité de la Banque Africaine de Développement (BAD), les techniciens de l'INSTAT ont

¹ Pour une proportion de 50% et si on a appliqué la méthode de Tirage Aléatoire Simple (TAS)

pu sortir les premiers résultats de l'enquête 2 mois après la fin de la collecte. Ce qui constitue un record pour toutes les enquêtes nationales multithèmes auprès des ménages effectuées à Madagascar depuis 1990.

Selon les résultats de l'EPM 2010, l'effectif de la population est estimé à un peu plus de vingt millions² d'individus, dont 20% en milieu urbain et 80% en milieu rural. Les deux Régions d'Analamanga et de Vakinankaratra, toutes deux situées dans la province d'Antananarivo, sont les plus peuplées, regroupant le cinquième de la population. C'est une population jeune puisque plus de 20% est âgé de 5 ans ou moins, 49% a 15 ans ou moins. Le rapport de masculinité est de 98%. Un ménage compte en moyenne 4,8 individus. La taille des ménages est en moyenne plus grande en milieu rural, 4,9 individus contre 4,5 en milieu urbain. Les deux Régions d'Antsiranana présentent les tailles moyennes les plus basses, avec respectivement 3,6 individus pour DIANA et 4,3 individus pour SAVA. Un chef de ménage a 42 ans en moyenne. La moitié des chefs de ménage est âgé entre 30 et 49 ans. Un cinquième des ménages est dirigé par des femmes, davantage en milieu urbain (23%) qu'en milieu rural (19%). Cette catégorie de ménages ne regroupe que 15% de la population.

En ce qui concerne l'éducation, le taux d'alphabétisation des 15 ans et plus est de 71,4%. Les populations des provinces d'Antananarivo et d'Antsiranana sont en moyenne plus alphabétisées. A l'opposé, Androy et Anosy présentent les plus fortes proportions d'individus non alphabétisés (plus de 60%). Selon le groupe socioéconomique du chef de ménage, plus de 90% des individus des ménages de cadres ou d'ouvriers qualifiés sont alphabétisés. Ce taux chute jusqu'à 64% pour les exploitants agricoles. Le taux d'alphabétisation augmente avec le niveau de vie des ménages. En effet, si ce taux est de 49% pour les ménages du premier quintile, il est de 88% pour ceux du cinquième quintile.

Pendant l'année scolaire 2009-2010, le taux brut de scolarisation est de 118% au niveau primaire, tandis que le taux net de scolarisation est de 73,4%. Les deux indicateurs sont supérieurs en milieu urbain comparé au milieu rural. Les taux nets sont généralement plus élevés pour les filles mais l'écart diminue au fur et à mesure que le niveau augmente. Par contre, les taux bruts sont plus élevés pour les garçons. Les filles fréquentent l'école au moins autant que les garçons, mais elles y restent moins longtemps. Cinq Régions, à savoir Atsimo Atsinanana, Melaky, Atsimo Andrefana, Androy et Anosy présentent les taux nets de scolarisation les plus faibles au niveau primaire, moins de 55%. Les taux de scolarisation diminuent et les inégalités entre les Régions augmentent aux niveaux collèges et lycées. Plus le niveau de vie est élevé, plus le taux de scolarisation est élevé et les écarts augmentent avec le cycle d'études.

Au niveau de l'enseignement primaire, le taux d'abandon entre les deux années scolaires 2008-2009 et 2009-2010, est de 6,3% et le taux de redoublement est de 14,9%. Le taux d'abandon augmente au fur et à mesure que l'on avance dans le cycle d'études. Les plus forts taux d'abandon, supérieurs à 10%, sont observés dans les Régions Atsimo Atsinanana, Betsiboka et Anosy. Les filles réussissent légèrement mieux que les garçons en termes d'admission en classe supérieure jusqu'au niveau secondaire premier cycle. A partir du lycée, les taux de redoublement et d'abandon augmentent pour elles. En général, le taux d'abandon est plus faible chez les ménages aisés, notamment aux niveaux collèges et lycées.

Le ratio de dépendance démographique³ est de 95,2. Ce ratio est toujours plus élevé en milieu rural, 100 contre 78 en milieu urbain. Le ratio de dépendance augmente avec la taille du ménage. Niveau de vie et démographie du ménage sont liés en ce sens que les ménages pauvres comptent en moyenne plus d'individus. De plus, les chefs des ménages les plus pauvres sont moins alphabétisés : 47% d'alphabétisés pour le premier quintile (les ménages

² Ceci est en cohérence avec les estimations de la cartographie du RGPH3 qui a servi d'échantillon-maitre à l'EPM 2010.

³ Rapport entre le nombre d'individus âgés de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans, et le nombre d'individus âgés de 15 à 65 ans.

les plus pauvres), contre 87% pour les plus riches. Concernant leur niveau d'instruction, seulement 20% des chefs de ménage ont dépassé le niveau primaire. Par ailleurs, si l'on répartit les ménages selon le quintile de consommation de l'ensemble de la population, l'on voit que les ménages les plus pauvres ont des tailles plus élevées. Par contre, 20% de la population les plus riches comptent pour 27% des ménages. Deux tiers des ménages sont dirigés par des agriculteurs, dont une grande majorité par de petits exploitants agricoles. 13% des chefs de ménage exercent des activités indépendantes.

L'Enquête Périodique auprès des Ménages permet d'obtenir à Madagascar une photographie relativement complète de la situation du marché du travail et son évolution à l'échelle du pays depuis l'année 1993. Le taux d'activité à Madagascar est assez élevé dans le groupe d'âge 5-64 ans, de l'ordre de 63,7%. Ce taux atteint même 90% lorsqu'on considère la population de 15-64 ans, soit l'âge légal pour travailler (pour les 15-17 ans, il leur est permis d'exercer des travaux légers). La participation des enfants à l'activité économique n'est pas négligeable, particulièrement à la campagne, où un enfant de 5 à 10 ans sur dix et près de 30% des enfants de 10-14 ans est actif.

Même si le taux de chômage a connu une hausse de un point par rapport en 2005, il reste très faible puisqu'il ne touche que 3,8% de la population active du pays. C'est un phénomène essentiellement urbain, 7,6% dans les villes et moins de 3% à la campagne. En fait, les tensions sur le marché du travail ne se manifestent pas par le chômage ouvert, mais par un sous-emploi massif du facteur travail. En effet, le sous-emploi lié à la durée du travail et la situation d'emplois inadéquats touchent respectivement plus de 25% et 42% des actifs occupés.

L'agriculture prédomine dans la création d'emplois à Madagascar. Plus de 80,5% de la population active occupée y travaillent. En outre, le commerce fournit près de 7% des emplois non agricoles. Les emplois publics occupent près de 3% de la main-d'œuvre. En 2010, près de 44% des emplois créés sont des emplois indépendants et la proportion des emplois salariés (taux de salarisation) ne dépasse même pas 10%.

Le revenu annuel moyen dans l'emploi salarial est de 1 388 000 Ar. C'est dans l'agriculture que ce montant est le plus faible avoisinant 674 000 Ar. Les salariés de l'Etat restent en moyenne les mieux lotis avec un salaire annuel moyen de 2 410 000 Ar. Cette analyse ne prend pas encore en compte les structures du personnel de chacun des types de secteur.

Les ménages des exploitants agricoles représentent en tout 67,8% des ménages. Selon le milieu, ce pourcentage est de 38,6% en milieu urbain et 76,0% en milieu rural. Par contre, les ménages agricoles au sens large (ceux qui ont pratiqué l'agriculture pendant les douze derniers mois qui précèdent l'interview) sont plus nombreux, soit 80,6% de l'ensemble des ménages avec un pourcentage de 51,8% en milieu urbain et 88,7% en milieu rural.

Suivant la superficie économique exploitée, les ménages agricoles se concentrent dans la catégorie des petits exploitants agricoles (ceux qui exploitent moins de 1,5ha). Plus de 70% des ménages agricoles se trouvent dans cette catégorie. Les moyens exploitants agricoles (superficie économique allant de 1,5 ha à 4 ha) représentent tout de même une proportion non négligeable des ménages agricoles (23,3%). Par contre, les grands exploitants agricoles eux ne constituent que 4,8% de l'ensemble des ménages agricoles.

La proportion des ménages cultivateurs de riz (ayant cultivé du riz au cours des douze derniers mois précédents l'enquête) est de 70,0% des ménages, soit près de 87,5% des ménages agricoles. Et selon le milieu, près de 42,3% des ménages urbains sont des cultivateurs de riz. Et en milieu rural, le pourcentage des ménages ayant cultivé du riz atteint 77,8% de l'ensemble des ménages ruraux.

En général, la taille de l'exploitation et la production des riziculteurs restent faibles. En effet, le niveau moyen de production par ménages cultivateurs est de 1 093,6 Kg de paddy. Le rendement moyen de la production rizicole est, quant à lui, de 2,5 Tonnes à l'hectare et la superficie économique moyenne exploitée est de 43,6 ares par ménage cultivateurs de riz. La production rizicole procure en moyenne à chaque ménage cultivateur de riz un revenu tiré de la vente de la production de l'ordre de 158 000 Ariary pendant une année. En moyenne, les 54,3% de la production en riz sont autoconsommées par le riziculteur lui-même. Tandis que les 25,8% autres sont destinées à la vente.

A Madagascar, en 2010, les Régions les plus productrices de riz sont Alaotra Mangoro, Sofia, Analamnaga et Vakinankaratra. Ces Régions ont fourni respectivement 11,4%, 12,7%, 9,0% et 6,6% de la production nationale en riz.

Selon l'enquête EPM 2010, plus d'un ménage sur trois, soit 34,8% des ménages possède au moins une unité de production non agricole contre 26,9% en 2005 et 16,0% de l'ensemble possède une entreprise du salariat agricole. La taille moyenne des entreprises est légèrement inférieure pour les ménages dirigés par les femmes. Chez les plus pauvres (premier quintile), la taille est plus grande pour les entreprises du salariat agricole. Dans l'ensemble, 51,5% des entreprises non agricoles ont répondu avoir connu une baisse de leur revenu par rapport à il y a un an (la date de référence est celle de l'interview) contre seulement 19,9% des entreprises qui ont vu leur revenu augmenter. Les principales sources de financement des entreprises non agricoles sont les épargnes du ménage et le bénéfice de l'activité. La proportion des entreprises qui possède un numéro statistique est seulement de 6,8%. La gestion des entreprises non agricoles est caractérisée par 18,3% des entreprises qui utilisent des notes personnelles et 6,1% tiennent une comptabilité simple.

Concernant les transferts (de biens, de services ou financiers), en 2010 la proportion de ménages ayant émis des transferts est de 47,3%. La masse totale correspondante s'élève à 334,9 milliards d'Ariary. Ces émissions proviennent surtout des ménages les plus riches au bénéfice surtout des membres de la famille. Les cadres supérieurs et les cadres moyens sont les principaux agents émetteurs. Les principales raisons les plus citées de ces transferts sont les « us et coutumes » si les ménages émetteurs sont en milieu rural et les « soutiens à la famille » si les ménages émetteurs sont en milieu urbain. Ce sont surtout les inactifs qui sont les principaux destinataires. Si la Région de Vakinankaratra détient la plus grande proportion de ménages ayant émis des transferts, c'est celle d'Androy qui contient le plus de ménages récepteurs.

Pour le cas de l'habitation, les maisons individuelles de type traditionnel sont le type de logement le plus occupé par les ménages surtout en milieu rural. C'est aussi le type de logement de prédilection des ménages pauvres. Les ménages les plus riches peuvent se permettre d'autres types d'habitation (chambre ou appartement ou villa moderne). La majorité des ménages sont propriétaires du logement occupé. Les types de logement tels que les chambres et les appartements sont des cas typiques de la Capitale. Le statut de locataire est plus fréquent en milieu urbain qu'ailleurs et, principalement dans la Capitale. En moyenne, un ménage occupe un logement de 26 mètres carrés. Les maisons individuelles sont, en général, plus étroites (27 mètres carrés) que les villas de type moderne (59 mètres carrés). Moins d'un logement sur quatre est en dur (brique, parpaing, pierre) et plus de sept logement sur dix sont fabriqués avec des matériaux rudimentaires (écorce, terre battue, planche). Bois ramassé en milieu rural et charbon en milieu urbain sont les principaux combustibles utilisés à Madagascar. La source d'éclairage la plus courante est le pétrole lampant. L'usage de l'électricité ou de la bougie ne se rencontre surtout qu'en milieu urbain.

Plus de la moitié des ménages (54%) s'approvisionnent en eau dans les rivières et les sources non protégées pour la cuisson. Quatre ménages sur dix disposent de toilette améliorée tandis que cinq ménages sur dix défèquent dans la nature faute d'infrastructures d'assainissement au sein des ménages. Le ramassage d'ordures est encore un privilège du

milieu urbain et surtout la Capitale. Les ménages ruraux se chargent eux-mêmes d'éliminer leurs ordures ménagères.

En ce qui concerne la possession des biens durables, la proportion de ménages possédant une chaise est restée la même par rapport en 2005, soit de 51,6% pour cette année 2010. De même, 0,9% des ménages possèdent une voiture. C'est la possession de téléphone portable qui a connu une nette augmentation de 2005 à 2010. En 2010, plus de la moitié de la population urbaine vit dans un ménage où au moins il y a un téléphone portable. Ce taux est de 17% en milieu rural. Ce qui donne une proportion au niveau national de 25% contre à peine 4% en 2005. Cette même amélioration est observée pour la possession de télévision avec un taux passant de 11,3% en 2005 à 38,7% en 2010.

La durée moyenne de possession de meubles est d'environ 8 ans (selon la date de dernière acquisition). La durée moyenne de possession d'appareils audio-visuels dont l'ordinateur, la radio, la télévision est d'environ 5 ans. Pour les bicyclettes et cyclomoteurs, la durée de possession moyenne est également d'environ 5 ans.

Ces conditions de vie matérielle des ménages ont des corollaires sur leur état de santé et leur comportement en cas de maladie. L'incidence des maladies de l'ensemble du pays est évaluée à 12,4 % durant les deux dernières semaines précédant l'enquête. D'après les résultats, les Régions d'Androy, Analanjirofo, SAVA et Atsinanana sont les Régions les plus vulnérables aux maladies contrairement aux Régions d'Ihorombe, Atsimo Atsinanana, Itasy, DIANA et Analamanga qui sont les Régions moins risquées. On constate également une légère différence d'incidence de 1 point entre le milieu rural et le milieu urbain. Cette incidence des maladies augmente avec le niveau de vie des ménages. Notons que la perception de se qu'on juge être malade appartient aux répondants. Par rapport aux autres groupes d'âge, l'incidence des maladies est particulièrement élevée chez les enfants moins de 11 mois avec un taux estimé de 22,0 % au niveau national.

La fièvre ou suspicion du paludisme, les maladies diarrhéiques, les toux de plus de trois semaines et les infections respiratoires aiguës (IRA) sont les principales maladies qui frappent la population à Madagascar. On retrouve ce même ordre d'importance des maladies aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Parmi tous les malades, 32,7 % sont allés en consultation pour se soigner et on observe que les urbains ont plus tendance à chercher des soins en cas de maladie que les ruraux. Ce taux de consultation est élevé dans la Région d'Itasy contrairement aux habitants de la Région de Vakinankaratra et d'Amoron'i Mania. Comme les enfants sont les plus vulnérables aux maladies, les enfants de moins de 4 ans fréquentent beaucoup plus les lieux de consultations pour se soigner par rapport à ceux plus de 4 ans. Dans l'ensemble, le caractère bénin de la maladie, les problèmes financiers et l'éloignement constituent les principales raisons de non consultation.

Pour ce qui est de l'automédication, 64,1 % des patients qui ne sont pas allés en consultation ont pris des médicaments pour apaiser la douleur. Leurs dépenses en médicaments sont évaluées à 3050 Ariary en moyenne pour l'ensemble du pays et plus de la moitié des malades ont payé plus de 1 000 Ariary. Par contre, pour les malades qui ont visité un lieu de consultation, 66 % d'entre eux ont fait cette consultation dans les centres de santé publics formels contre 20 % dans les lieux de consultation privés formels. Les 14% restant ont effectué leur consultation chez les praticiens informels. Le coût moyen de traitement par visite des maladies dans un lieu de consultation s'élève à 18 000 Ariary et en termes de médiane, la moitié des patients ont payé plus de 6 000 Ariary. Les urbains dépensent plus que les ruraux en ce qui concerne les coûts moyens de traitement par visite. La moitié des patients atteints par la fièvre dépensent plus de 5 000 Ariary pour se soigner dans l'ensemble du pays.

En moyenne, un ménage dépense 39 000 Ariary par individu scolarisé pendant l'année scolaire 2009-2010. Ce montant est deux fois plus important en milieu urbain qu'en milieu rural et varie de 11 000 Ariary, pour l'Androy, à 75 000 Ariary, pour Analamanga.

En termes de contrevaletur monétaire de toutes les consommations des ménages (dépenses, autoconsommation, cadeaux reçus, paiements en nature, valeurs locatives des biens durables, loyer imputé), le niveau de la consommation annuelle moyenne par tête à Madagascar est estimé à 404 000 Ariary et croît avec un rythme annuel moyen de 6,2% (variation nominale) au cours de la période 2005-2010. Il est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural : 606 000 Ar contre 352 000 Ariary. Les ménages dirigés par un salarié ont un niveau de consommation supérieur à la moyenne. Plus le niveau d'éducation du chef de ménage est élevé, plus son niveau de consommation est élevé. La distribution de la masse de consommation montre l'importance de l'inégalité à Madagascar. Les 20% les plus riches consomment plus de 47% de la masse totale et les 20% les plus pauvres ne comptent que pour 6% du total.

Tant au niveau national qu'à celui des Régions, la part relative de l'Alimentation dans la consommation totale du ménage est de loin la plus importante, elle est de 65,5% pour l'ensemble du pays. En milieu rural, elle atteint plus de 71% de la consommation totale contre 52% en milieu urbain. Cette proportion est fortement négativement corrélée avec le niveau de vie et confirme en partie la loi d'Engel⁴. L'alimentation occupe plus de 76% de la masse de consommation chez les plus pauvres contre seulement moins de 56% chez les ménages plus riches. La consommation des ménages à Madagascar est composée à plus de 60% des dépenses alimentaires et d'autoconsommation. En milieu rural, la part de l'autoconsommation est beaucoup plus importante. En milieu urbain, le poids du loyer est relativement élevé : 17% de la consommation totale. Les dépenses non alimentaires, le loyer et les valeurs locatives des biens durables pèsent relativement lourd dans le panier de consommation des ménages riches. Les dépenses monétaires représentent plus de 59% de la consommation totale des ménages. La sortie d'argent pour la consommation est plus importante en milieu urbain, ainsi que pour les ménages relativement aisés.

Par rapport au seuil de 468 800 Ariary/personne/an, aux prix de la Capitale, 76,5% de la population sont classés comme pauvres. Avec une probabilité de 95%, ce taux varie entre 74,97% et 78,03%. En milieu urbain l'incidence est de 54,2% contre 82,2% en milieu rural. Selon les Régions, le pourcentage le moins élevé de 54,5% est observé à DIANA et Analamanga. Par contre l'incidence de la pauvreté dépasse les 90% à Atsimo Atsinanana et dans le Vatovavy Fitovinany. Entre 2005 et 2010, la pauvreté a augmenté de 7,8 points.

En ce qui concerne l'intensité de la pauvreté, c'est-à-dire la moyenne des pourcentages d'écart des consommations des pauvres par rapport au seuil, Elle est à 34,9% en 2010. En regroupant les ménages par milieu de résidence, l'on obtient le même constat que celui de la variation des ratios de pauvreté dont la hausse est plus importante en milieu rural. Au niveau national, l'intensité de la pauvreté est au même niveau que celui de 2001. En milieu urbain, on retrouve la situation de l'année 1999.

Pour ce qui est de l'inégalité, les 10% les plus riches consomment 5,4 fois plus que les 10% les plus pauvres. Les plus pauvres consomment moins de la moitié des niveaux de consommation des ménages médians. En comparaison avec la situation de l'année 2005, l'inégalité mesurée par le coefficient de Gini a augmenté en passant de 0,365 à 0,403. Ce constat est valable aussi bien en milieu urbain (de 0,405 en 2005 à 0,418 en 2010) qu'en milieu rural (de 0,335 en 2005 à 0,370 en 2010).

⁴ Selon la loi d'Engel, la part des consommations alimentaires dans la consommation totale diminue au fur et à mesure que le revenu s'élève.

La majorité des ménages a déclaré subir un choc lié au climat et à l'environnement. Plus en détail, la sécheresse, l'inondation et les cyclones sont les cataclysmes les plus fréquents. Ces trois chocs touchent plus de la moitié des ménages. Les ménages les plus vulnérables à un type quelconque sont ceux qui résident en milieu rural, dans les Régions d'Androy et de Vatovavy Fitovinany.

Quant aux conséquences des chocs, plus de 80% déclarent avoir perdu une partie de leur revenu tandis que 25% déclarent avoir perdu des biens. Quel que soit le type de conséquence déclaré par les ménages, la valeur médiane des pertes, tous chocs confondus, est évaluée à 100 000 Ariary soit le quart du minimum nécessaire pour qu'une personne soit classée non pauvre. Par ailleurs, près des trois quart des ménages avouent ne pas encore s'être remis du choc ; 72% d'entre eux pensent se remettre dans plus d'un an voire jamais. Il en ressort que beaucoup de ménages peinent à boucler leur budget et qu'un choc peut provoquer de graves conséquences au niveau de leurs conditions de vie.

Face à cette vulnérabilité, les ménages n'ont pas beaucoup de solutions. En effet, près de la moitié des ménages a choisi d'augmenter le volume de travail pour se remettre du choc. Par ailleurs, un ménage sur quatre déclare ne rien faire pour retrouver le niveau d'avant le problème. En outre, seuls les 6% des ménages déclarent avoir reçu des dons pour se remettre des chocs. La valeur médiane de ces dons est estimée à 53 000 Ariary soit la moitié de la valeur des pertes dues au choc. Dans les faits, les stratégies adoptées restent individuelles ; les actions de la collectivité locale, de l'Etat central, des entreprises financières ou encore des organismes internationaux ne sont pas beaucoup cités par les répondants

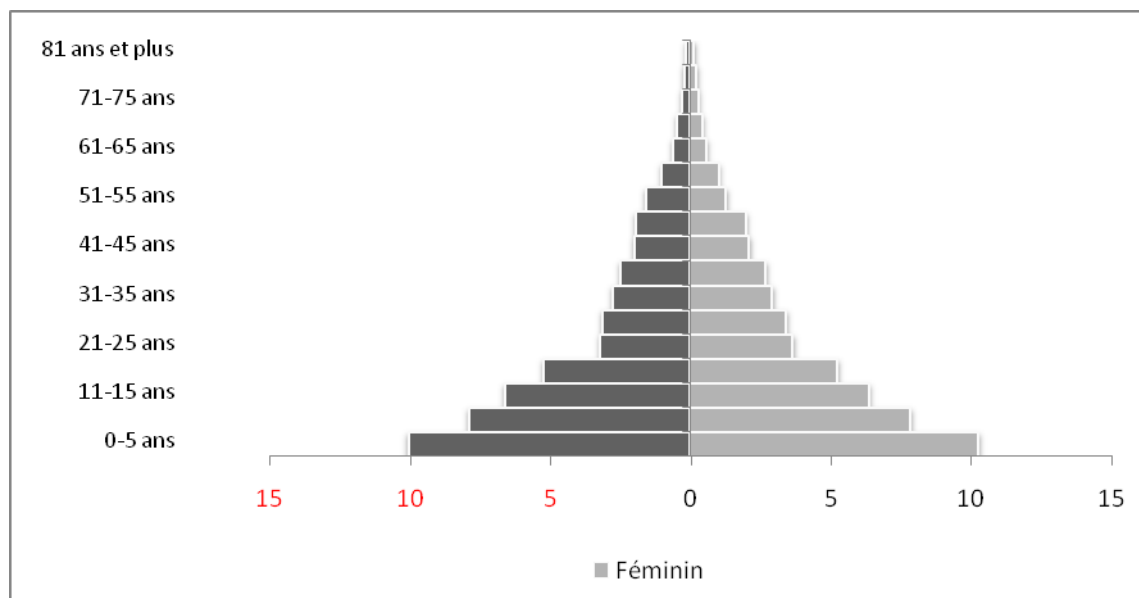
Une forte proportion majorité des ménages se classe parmi les pauvres. Un peu moins de la moitié (47%) de la population déclare vivre en difficulté. Les Régions les plus touchées par la pauvreté subjective sont Vatovavy Fitovinany, Atsimo Andrefana, Androy, Anosy et SAVA.

Quant à la situation financière des ménages, il s'avère que la plupart des ménages ont des difficultés. En effet, près de 82% des ménages ont un revenu inférieur ou, au mieux, égal à leurs besoins fondamentaux. Les ménages résidant à Androy, Atsimo Atsinanana et Matsiatra Ambony sont les plus touchés par les problèmes financiers.

Comparé à la situation de l'année dernière, les ménages déclarent qu'ils n'ont pas connu d'évolution significative. Près de 80% des ménages déclarent soit une légère amélioration, soit une légère dégradation, soit une stabilité. Il est toutefois à noter que la proportion des ménages déclarant une dégradation (53%) est supérieure à celle des ménages déclarant une amélioration (12%).

Par ailleurs, dans presque toutes les catégories de services publics, un peu plus de la moitié des ménages s'en déclare insatisfait. Les services les plus appréciés sont l'état civil et la sécurité. Pour ce qui est de la santé et de l'éducation, la moitié des enquêtés déclare en être satisfaite. Enfin, la gestion des risques et catastrophes est un des services les moins appréciés. Un ménage sur cinq déclare en être insatisfait quelle que soit l'institution responsable (commune, Région, Etat central).

Graphique 1 : Pyramide des âges.



Source : INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 1: Caractéristiques des ménages gérés par des femmes, par milieu.

	Urbain	Rural	Ensemble
Proportion de ménages gérés par des femmes, %	22,6	18,5	19,4
Proportion de la population vivant dans un ménage géré par des femmes, %	18,3	14,1	15,0
Nombre moyen d'individus par ménage			
○ Ménages dirigés par des hommes	4,7	5,2	5,1
○ Ménages dirigés par des femmes	3,6	3,8	3,7
Age moyen du chef de ménage, années			
○ Homme	41,5	41,0	41,1
○ Femme	46,0	45,7	45,7
○ Ensemble	42,5	41,9	42,0

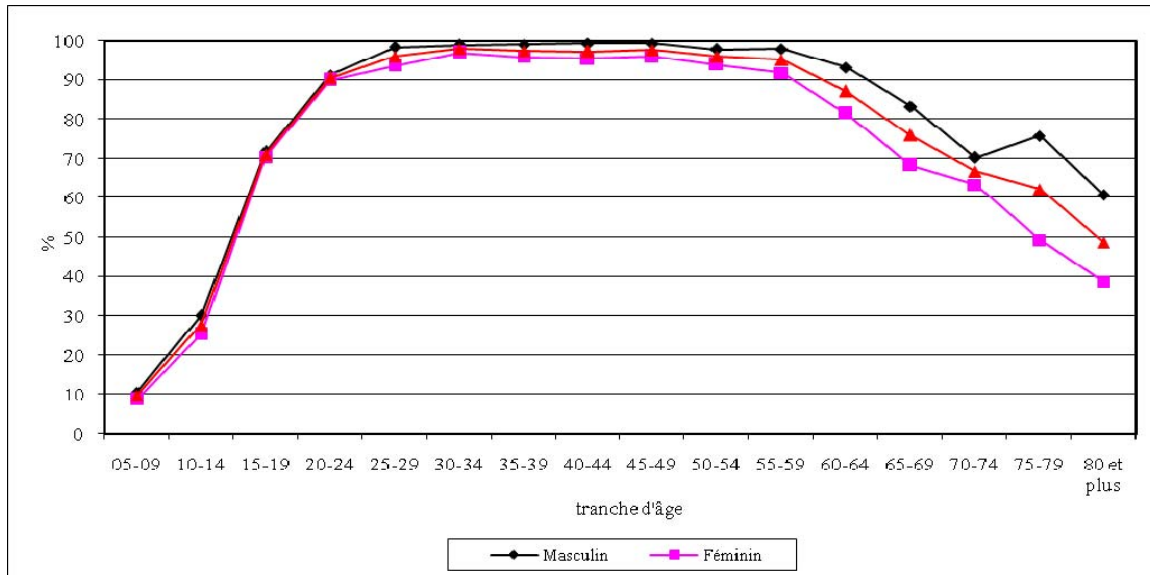
Source : INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 2 : Répartition des ménages selon quelques caractéristiques.

	Unité : %.
Niveau d'instruction du chef de ménage	
Sans Instruction	32,1
Primaire	49,0
Secondaire	14,7
Supérieur	4,2
Total	100,0
Quintile de consommation	
Plus pauvres	15,3
Quintile 2	16,9
Quintile 3	18,8
Quintile 4	21,6
Plus riches	27,4
Ensemble	100,0

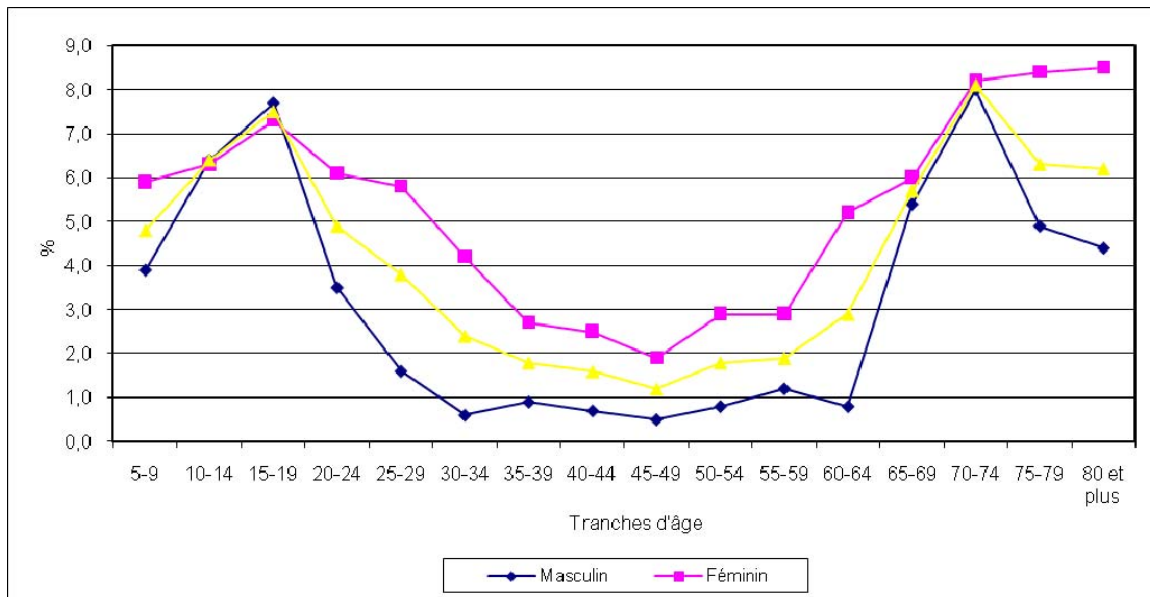
Source : INSTAT/DSM/EPM2010

Graphique 2 : Taux d'activité selon le genre et selon les tranches d'âge



Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Graphique 3 : Taux de chômage selon le genre et selon les tranches d'âge



Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 3: Proportion de ménages ayant cultivé au moins un type de culture selon la Région et selon le milieu

Région	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	38,4	68,3	55,8
Vakinankaratra	84,9	96,6	93,9
Itasy	71,1	99,4	96,5
Bongolava	62,9	92,6	88,8
Mahatsiatra Ambony	64,6	93,9	88,0
Amoron'i Mania	74,6	96,6	93,9
Vatovavy Fitovinany	63,3	90,7	87,2
Ihorombe	67,9	79,4	77,4
Atsimo Atsinanana	53,9	98,2	93,5
Antsinanana	47,8	89,2	78,7
Analanjirofo	54,1	98,1	89,0
Alaotra Mangoro	45,5	83,5	77,3
Boeny	56,0	92,2	80,5
Sofia	48,6	93,0	88,2
Betsiboka	59,8	90,0	85,6
Melaky	73,1	92,8	88,2
Atsimo Andrefana	45,6	58,0	54,9
Androy	90,8	94,0	93,5
Anosy	14,1	85,8	77,0
Menabe	51,4	95,2	84,2
DIANA	29,5	92,9	68,1
SAVA	49,7	99,2	93,7
Ensemble	51,8	88,7	80,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 4: Revenus salariaux annuels moyens selon le sexe et selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Unité: en millier d'Ariary		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Sans instruction	659	552	616
Primaire	901	681	830
Secondaire	1 680	1 451	1 601
Supérieur	3 078	2 462	2 839
Ensemble	1 471	1 235	1 388

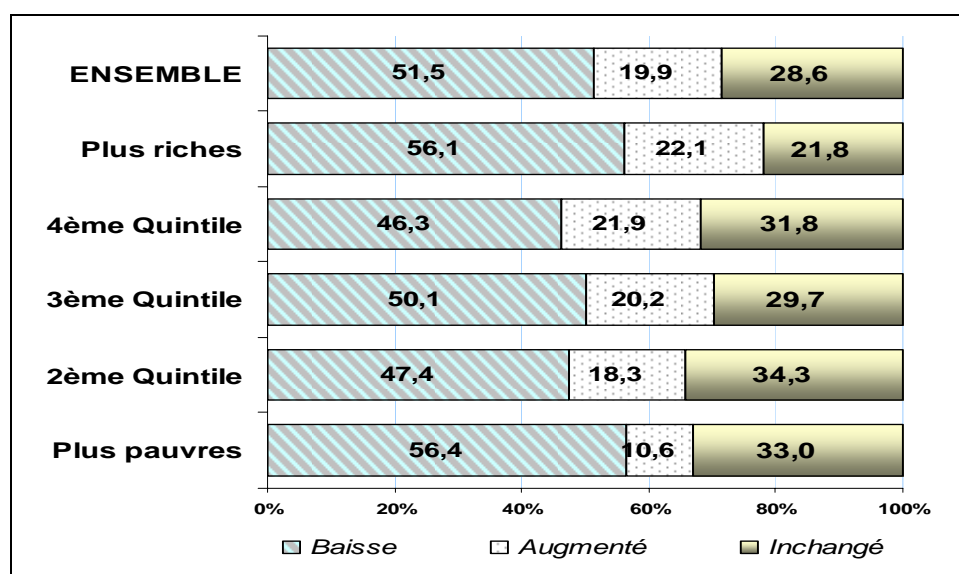
Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 5 : Taux de possession d'unités de production non agricole et d'entreprise des salariats agricoles selon les Régions, le milieu de résidence et le genre du chef de ménage

	Unité : %	
Région de résidence	Entreprises non agricoles	Entreprise du salariat
Analamanga	44,4	15,0
Vakinankaratra	44,7	30,0
Itasy	34,1	33,1
Bongolava	29,1	29,0
Matsiatra Ambony	34,3	35,8
Amoron'i Mania	30,6	37,9
Vatovavy Fitovinany	34,0	31,2
Ihorombe	14,7	6,3
Atsimo Atsinanana	18,7	15,8
Atsinanana	40,9	20,2
Analanjirifo	36,4	18,9
Alaotra Mangoro	46,3	22,8
Boeny	45,2	4,2
Sofia	27,0	0,0
Betsiboka	56,8	13,3
Melaky	42,2	2,6
Atsimo Andrefana	40,9	0,9
Androy	25,4	6,8
Anosy	35,0	5,8
Menabe	23,6	4,6
DIANA	14,2	0,3
SAVA	15,5	1,2
Milieu de résidence		
Urbain	42,5	9,5
Rural	32,6	17,9
Genre du chef de ménage		
Masculin	35,2	16,4
Féminin	32,9	14,5
Madagascar	34,8	16,0

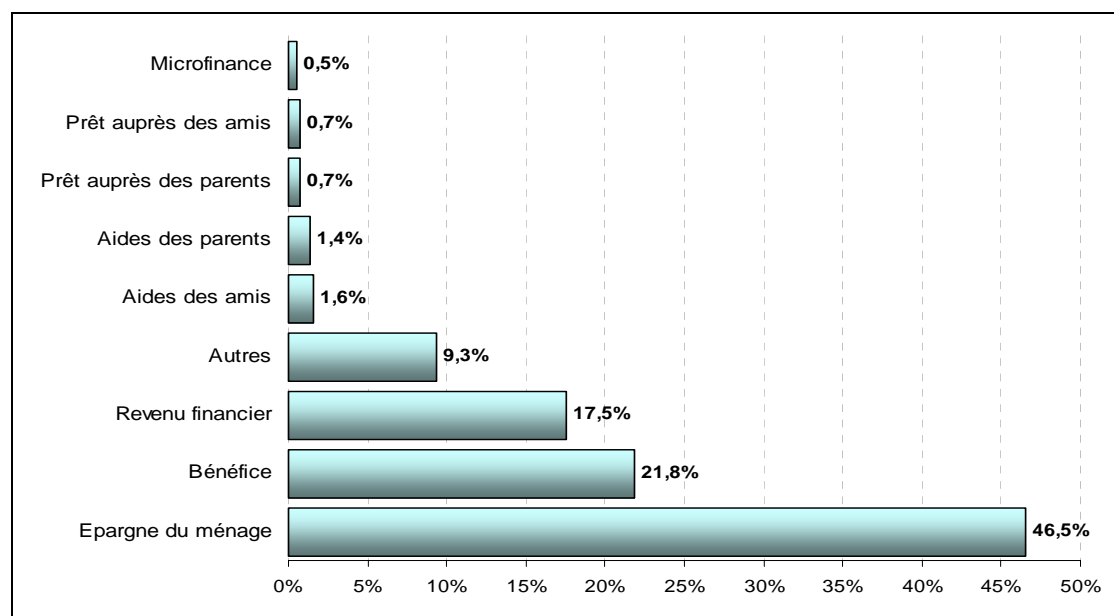
Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Graphique 4 : Evolution du revenu selon le quintile de consommation.



Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Graphique 5 : Part de chaque source de financement pour les entreprises non agricoles



Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 6: Répartition de la population selon le type de toilette, par milieu

Unité: %

Milieu	Cabinet avec siège anglais	Toilette à la turque	Latrines				Autres	Total
			Toilette avec plateforme à béton lisse, porcelaine, fibre de verre	avec plateforme en bois, terre, ...	Trou ouvert	Dans la nature		
Capital	7,5	17,8	10,7	40,2	22,3	0,0	1,5	100,0
AGCU	4,2	13,6	10,1	51,5	13,9	5,8	0,9	100,0
CUS	1,5	5,2	3,2	41,2	8,4	40,1	0,4	100,0
Rural	0,6	3,0	0,8	30,8	6,1	58,5	0,2	100,0
Ensemble	1,0	4,0	1,7	33,1	7,1	52,8	0,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 7: Répartition de la population suivant le type de logement occupé par milieu

Unité : %

Milieu	Appartement	Studio	Chambre	Maison individuelle de type traditionnel		Autres	Total
				Villa de type moderne			
Capital	9,6	3,0	41,3	39,3	5,3	1,5	100,0
AGCU	7,2	2,2	17,6	62,1	8,3	2,7	100,0
CUS	5,0	0,7	7,9	82,3	2,8	1,3	100,0
Rural	3,2	0,3	5,7	89,7	0,9	0,2	100,0
Ensemble	3,7	0,5	7,3	86,5	1,5	0,5	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 8 : Répartition des transferts émis par motif et selon le milieu de résidence de l'émetteur

Motif des transferts	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Indemnisation	2,77	3,28	3,16
Bourse	2,89	4,62	4,23
US et coutumes	20,65	29,21	27,28
Appui	13,1	11,09	11,54
Soutien à la famille	24,44	20,7	21,54
Don	17,97	17,06	17,26
Impôts et taxes	11,67	10,5	10,76
Autres	6,51	3,55	4,22
Total	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 9 : Type de maladie selon le quintile de consommation

Type de maladie	Unité : %					
	Plus pauvre	2eme Quintile	3eme Quintile	4eme Quintile	Plus riches	Ensemble
IRA	8,2	7,3	7,2	5,6	6,8	7,0
Fièvre	39,4	38,6	38,1	41,8	40,3	39,7
Maladies Diarrhéiques	12,5	16,5	13,4	11,3	8,9	12,4
Infections cutanées	1,6	2,0	1,7	1,9	1,3	1,7
Infections Bucco-dentaires	6,8	6,2	6,7	7,1	5,9	6,5
IST	0,3	0,2	0,4	0,4	0,5	0,4
Blessures, Brûlures, Accidents, Traumatismes	4,7	3,5	4,9	5,4	5,5	4,8
Infections de l'Oeil et des ses Annexes	1,5	1,2	1,6	1,3	2,4	1,6
Hyper ou Hypotension Artériel	3,7	3,6	3,0	3,7	5,8	4,0
Toux de plus de 03 semaines	10,6	8,8	9,0	8,9	6,9	8,8
Infection Gynécologiques (Hémorragie)	0,7	0,9	1,1	1,0	1,7	1,1
Rougeole	0,5	0,3	0,5	0,0	0,5	0,4
Maladies Mentales	0,7	0,8	0,6	0,4	0,8	0,6
Autre	8,8	10,3	12,0	11,4	12,7	11,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 10: Rendements scolaires par niveau.

Niveau d'instruction	Unité : %			
	Promotion	Redoublement	Abandon	Total
Primaire	78,9	14,9	6,3	100,0
Collège	80,3	10,1	9,6	100,0
Lycée	71,5	15,9	12,7	100,0
Ensemble	78,8	14,1	7,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 11: Taux de scolarisation, par niveau, selon le milieu et le genre.

Unité : %.

Urbain						
Niveau d'instruction	Taux net de scolarisation			Taux brut de scolarisation		
	Garçons	Filles	Ensemble	Garçons	Filles	Ensemble
Primaire	78,9	81,4	80,1	122,9	120,3	121,7
Collège	33,7	42,3	37,8	67,1	73,5	70,2
Lycée	17,0	17,5	17,2	48,2	40,2	44,1
Supérieur	3,3	2,9	3,1	5,5	4,9	5,1
Rural						
Niveau d'instruction	Taux net de scolarisation			Taux brut de scolarisation		
	Garçons	Filles	Ensemble	Garçons	Filles	Ensemble
Primaire	70,8	73,0	71,9	117,2	117,1	117,2
Collège	18,0	20,4	19,2	39,3	35,6	37,5
Lycée	3,3	3,5	3,4	8,5	7,6	8,1
Supérieur	0,5	0,5	0,5	1,0	0,9	1,0
Ensemble						
Niveau d'instruction	Taux net de scolarisation			Taux brut de scolarisation		
	Garçons	Filles	Ensemble	Garçons	Filles	Ensemble
Primaire	72,4	74,5	73,4	118,3	117,6	118,0
Collège	21,0	24,5	22,7	44,7	42,7	43,7
Lycée	6,0	6,7	6,3	16,5	15,1	15,8
Supérieur	1,1	1,0	1,1	2,0	1,8	1,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2010

Tableau 12 : Niveau de consommation annuelle par tête, par milieu, selon les caractéristiques du ménage.

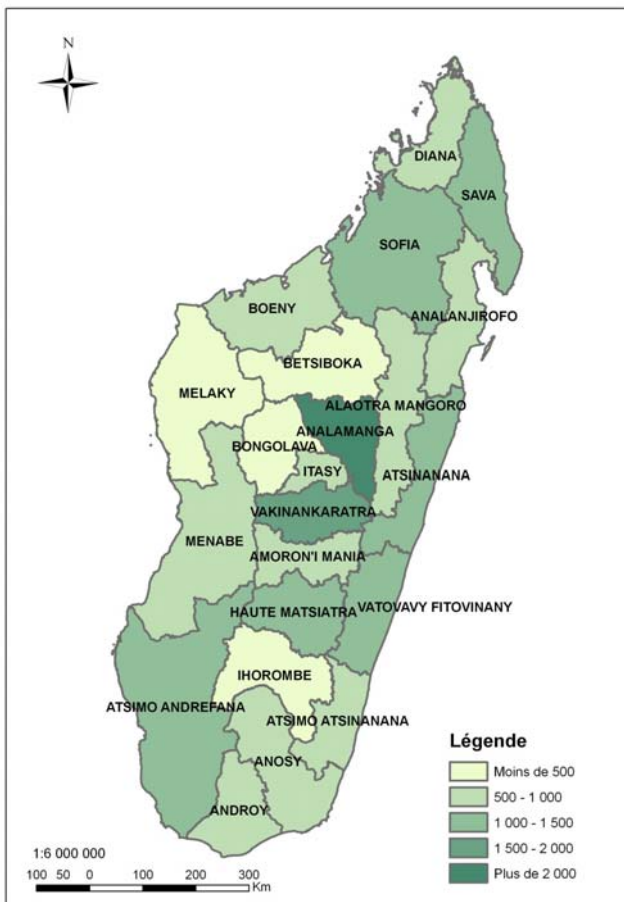
Unité : millier d'Ariary

Chef de ménage	Urbain	Rural	Ensemble
Niveau d'instruction du CM			
Sans instruction	343	267	277
Primaire	539	352	389
Secondaire	718	481	551
Supérieur	1229	1079	1166
Genre du CM			
Masculin	606	356	405
Féminin	608	325	396
Taille du ménage			
Unipersonnel	1961	982	1277
2 à 4 personnes	786	467	542
5 à 7 personnes	516	326	364
8 à 10 personnes	400	255	280
11 personnes ou plus	340	227	242

Source : INSTAT/DSM/EPM2010

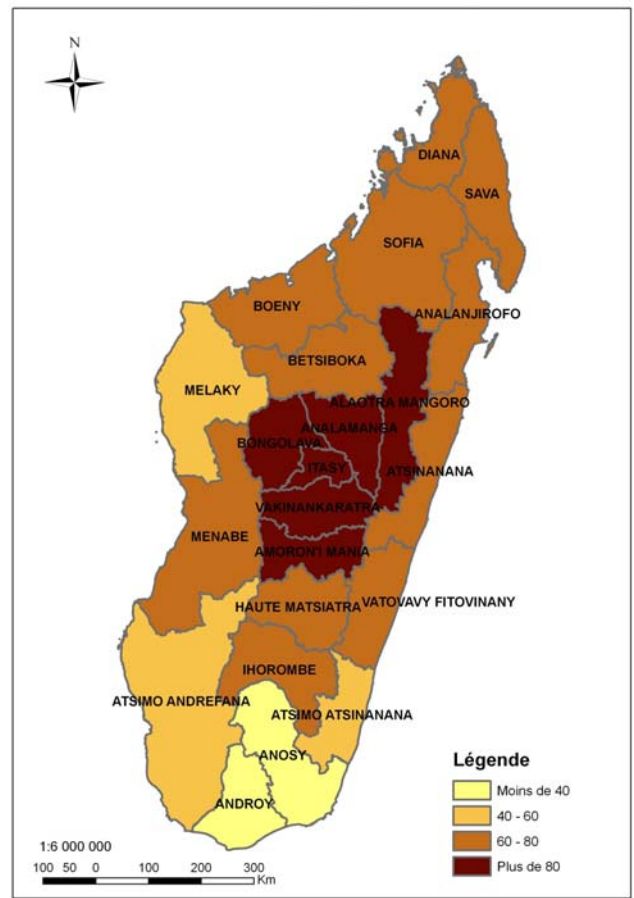
Carte A 1 : Population, par région,

Unité : milliers d'individus,

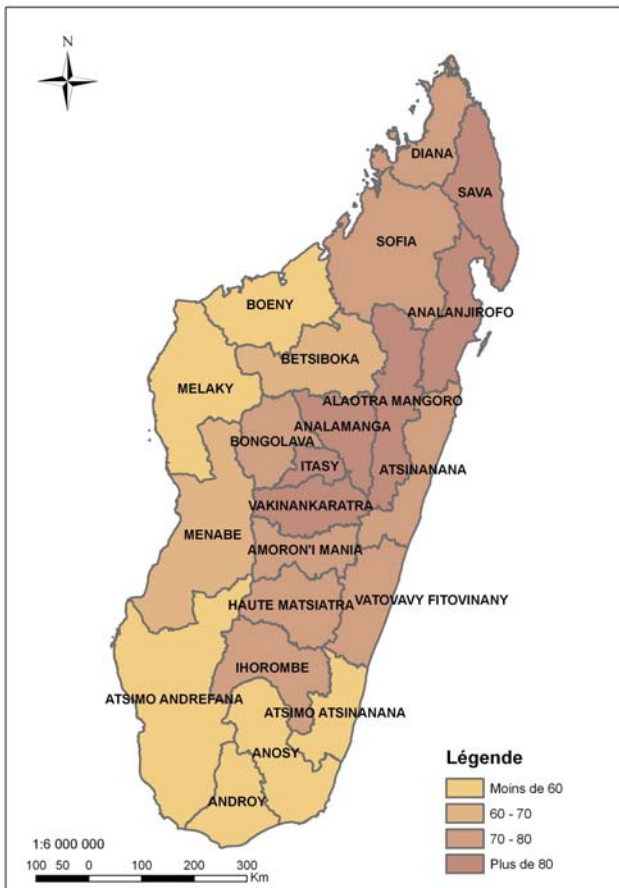


Carte A 2 : Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus,

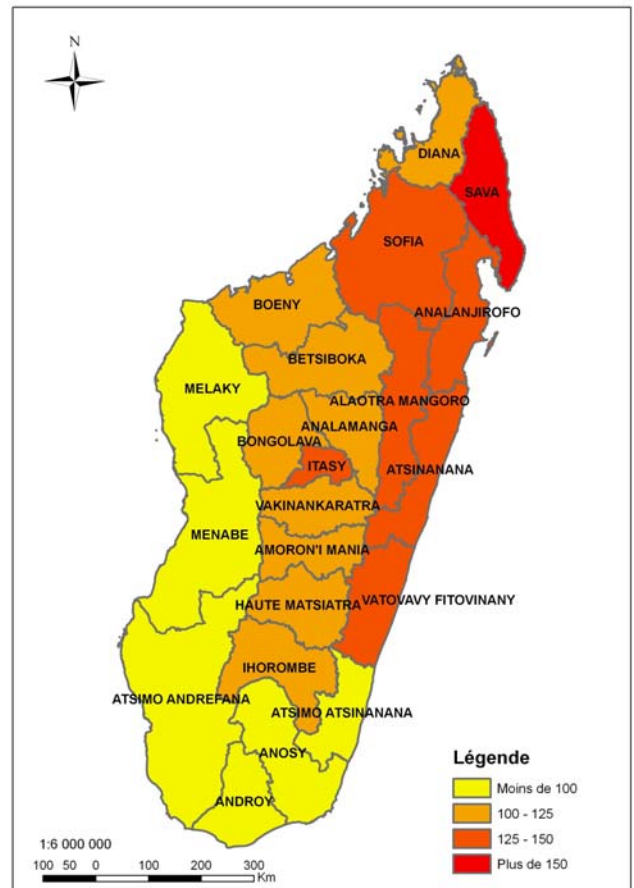
Unité : %



Carte A 3 : Taux net de scolarisation au niveau primaire

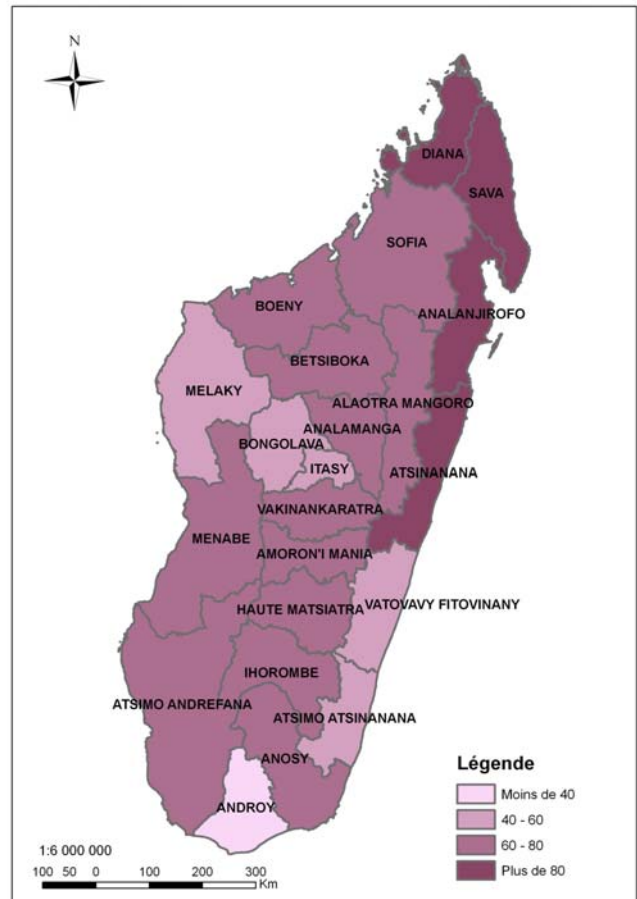
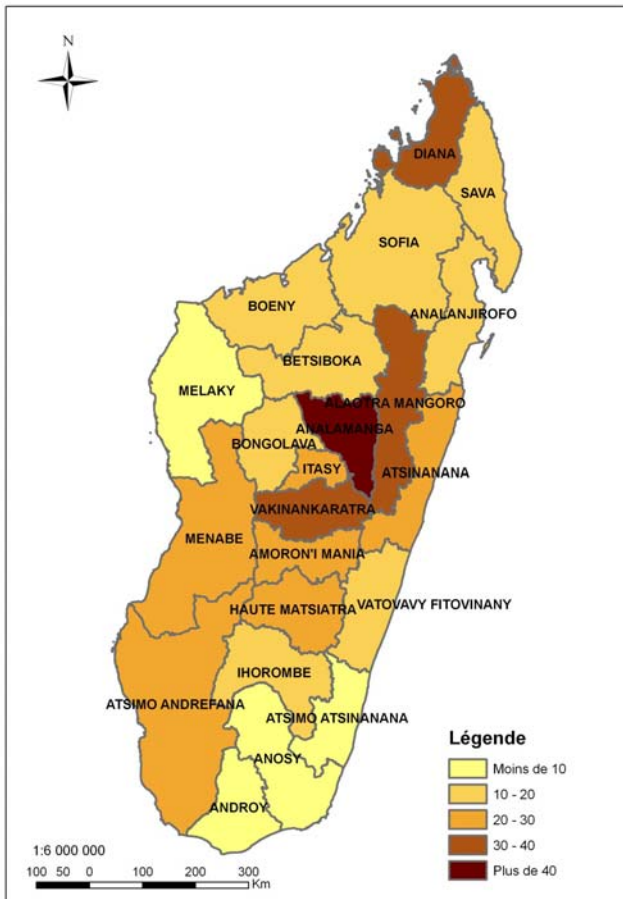


Carte A 4 : Taux brut de scolarisation au niveau primaire



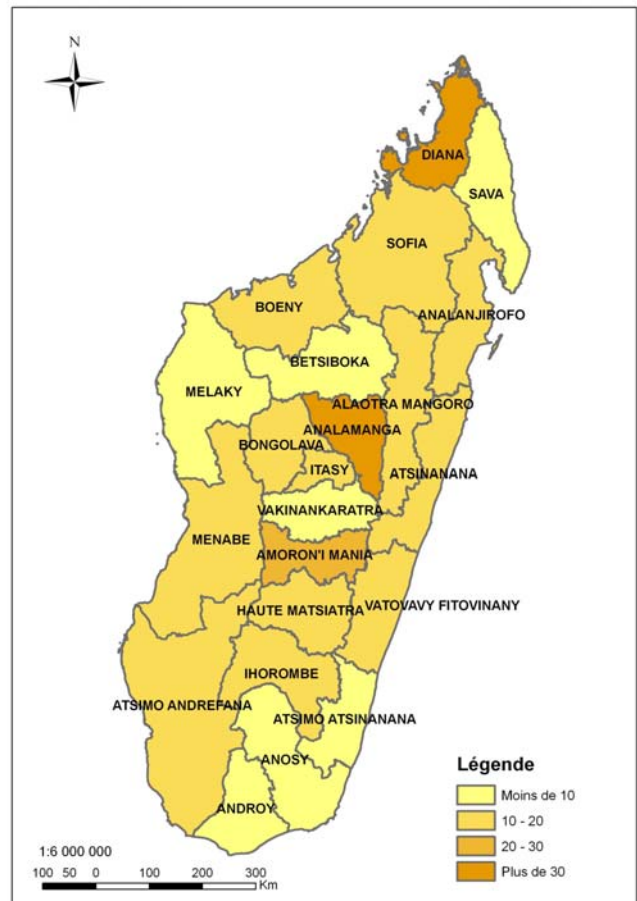
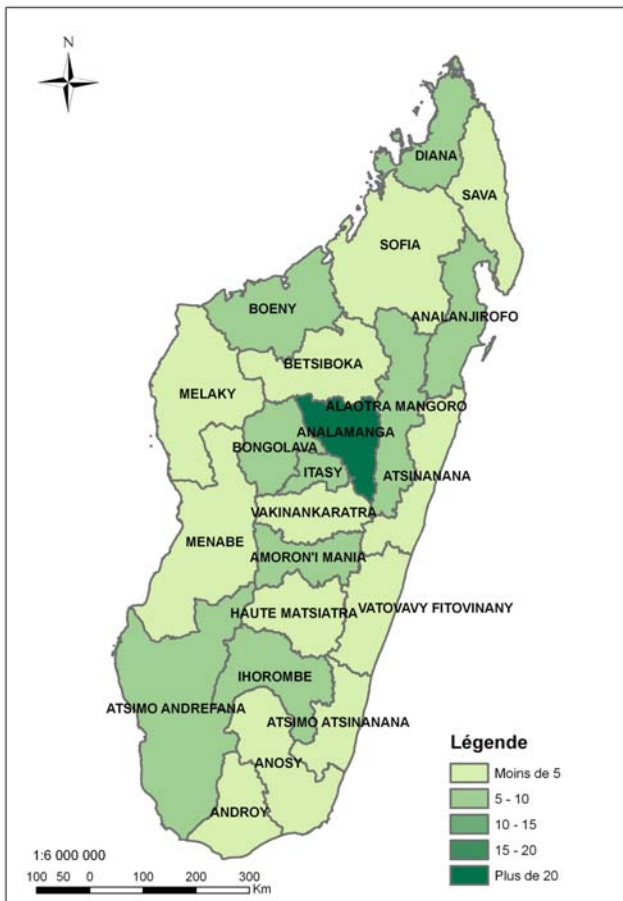
Carte A 5 : Taux net de scolarisation au niveau collège

Carte A 6 : Taux brut de scolarisation au niveau collège

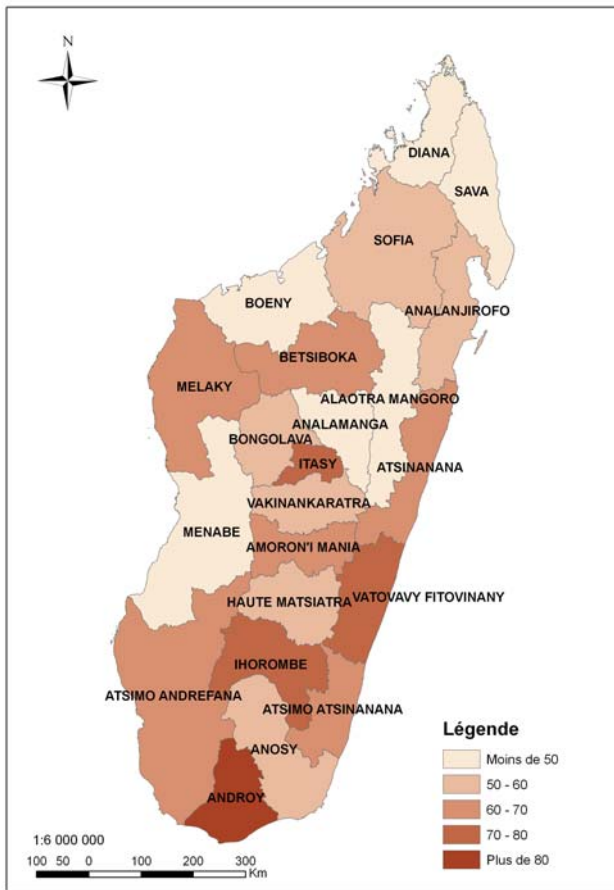


Carte A 7 : Taux net de scolarisation au niveau lycée

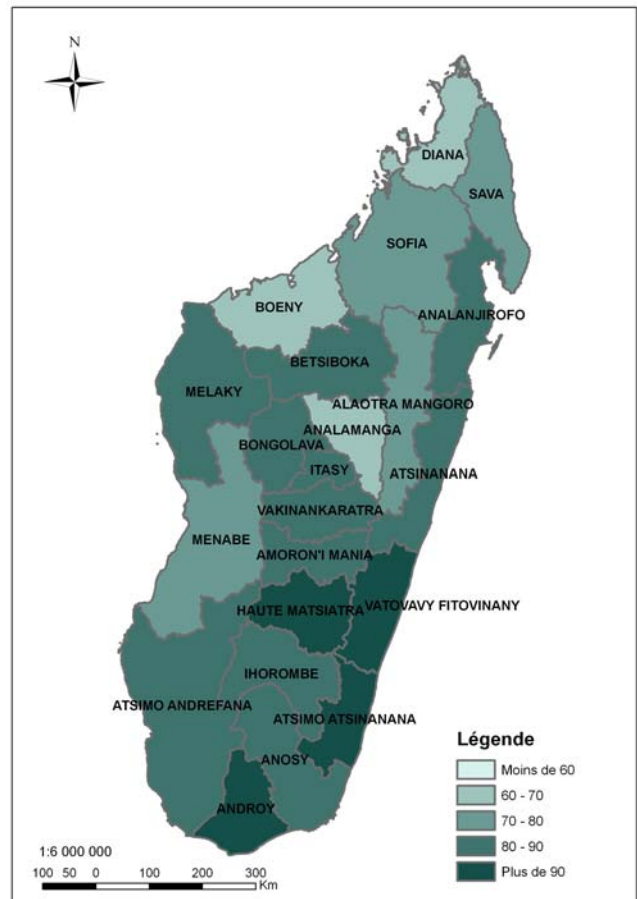
Carte A 8 : Taux brut de scolarisation au niveau lycée



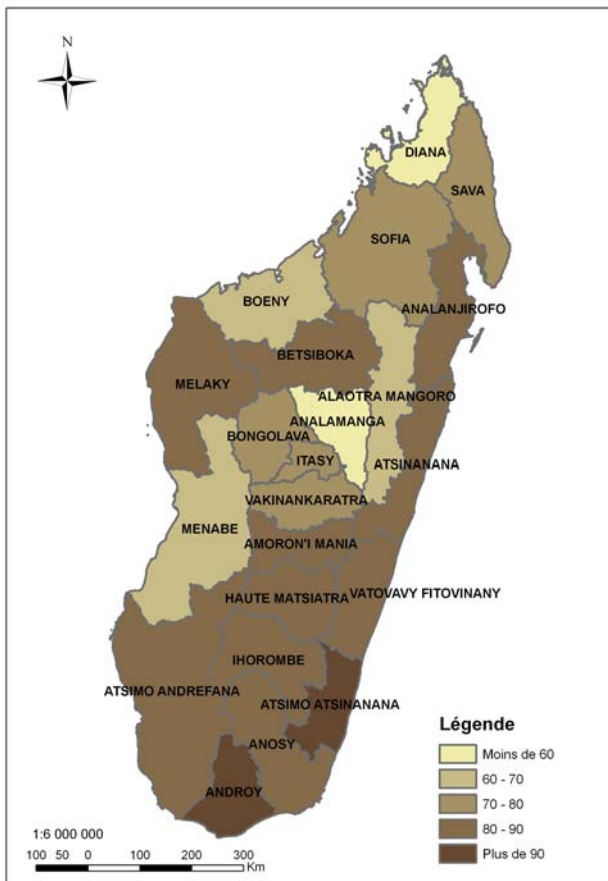
Carte A 9 : Ratio de pauvreté en milieu urbain



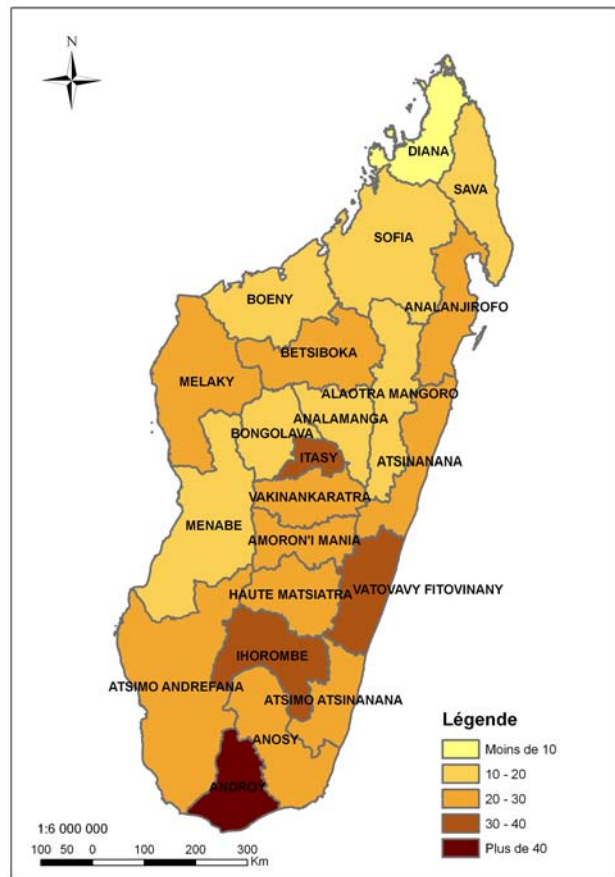
Carte A 10 : Ratio de pauvreté en milieu rural



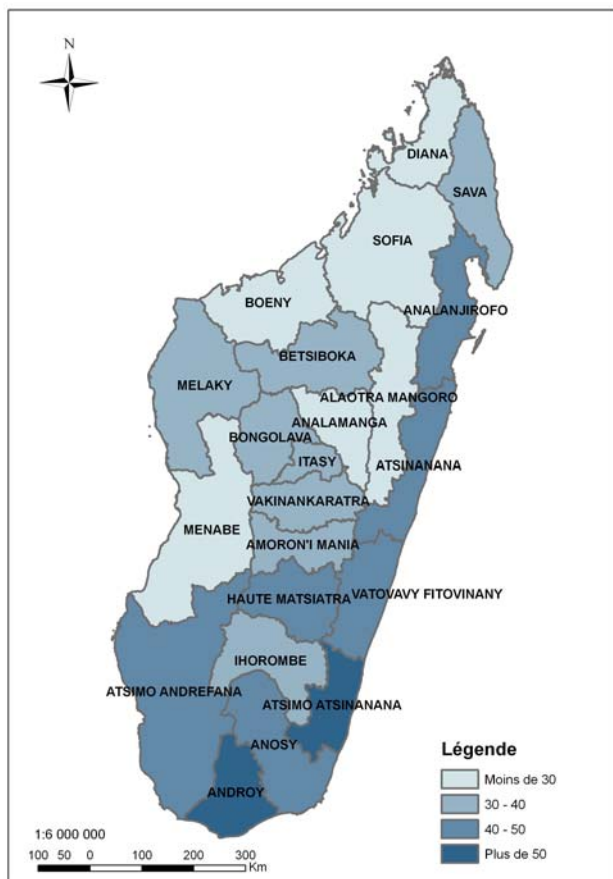
Carte A 11 : Ratio de pauvreté selon les Régions



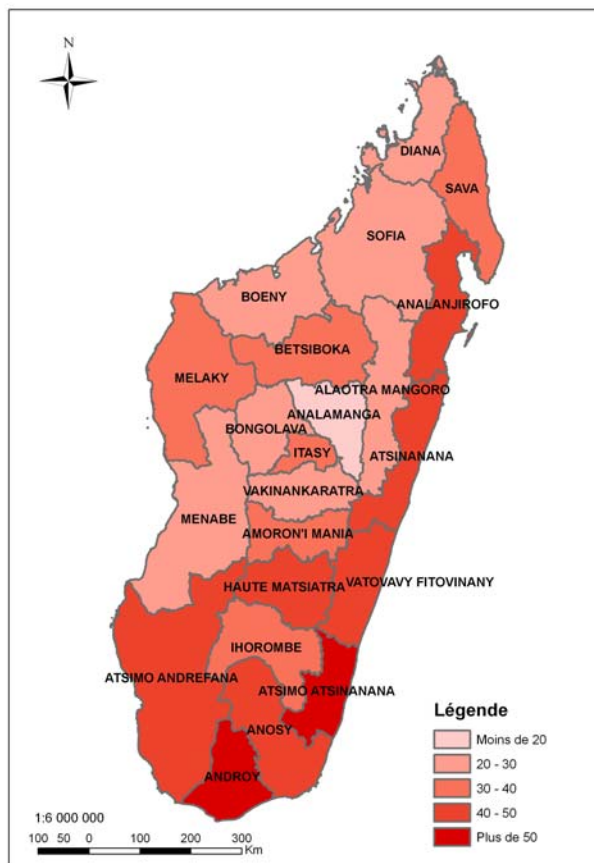
Carte A 12 : Intensité de pauvreté en milieu urbain



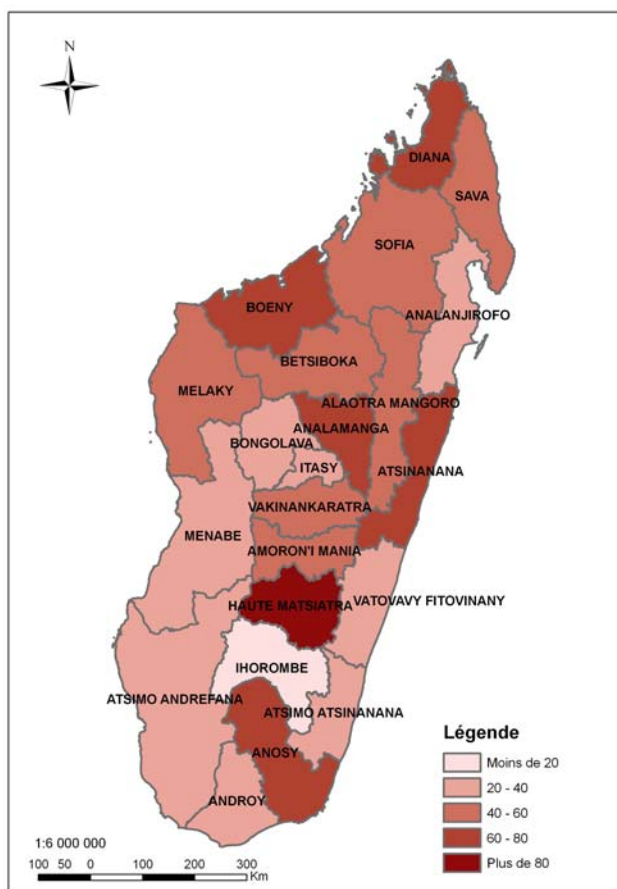
Carte A 13 : Intensité de pauvreté en milieu rural



Carte A 14 : Intensité de pauvreté selon les Régions



Carte A 15 : Taux d'accès à l'eau protégé selon les Régions



Carte A 16 : Taux d'utilisation de latrine ou mieux selon les Régions

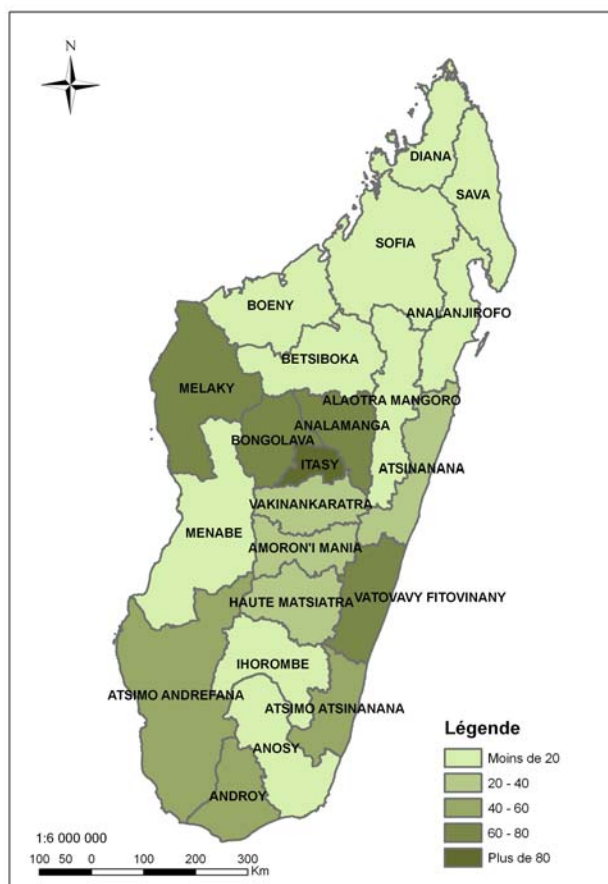


Tableau 13 : Evolution de l'incidence de la pauvreté de 1993 à 2010

Année	Unité %							
	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2010
Madagascar	70,0	73,3	71,3	69,6	80,7	72,1	68,7	76,5
Antananarivo	68,0	66,4	61,7	48,3	66,0	59,8	57,7	66,8
Fianarantsoa	74,2	75,1	81,1	83,2	91,0	86,0	77,6	88,2
Toamasina	77,9	79,8	71,3	82,3	86,3	77,1	71,9	78,3
Mahajanga	53,2	73,8	76,0	72,4	89,1	74,1	70,2	71,6
Toliara	81,1	82,0	71,6	76,1	81,2	72,3	74,8	82,1
Antsiranana	60,2	62,3	72,6	69,2	83,7	65,4	64,2	68,1
Urbain	50,1	63,2	52,1	44,1	61,6	53,7	52,0	54,2
Rural	74,5	76,0	76,7	77,1	86,4	77,3	73,5	82,2

Source: INSTAT/DSM: EPM 1993, 1997, 1999, 2001, 2002, 2004, 2005, 2010

Tableau 14 : Evolution de l'intensité de la pauvreté de 1993 à 2010

Année	Unité %							
	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2010
Madagascar	30,3	33,6	32,8	34,8	47,6	31,6	26,8	34,9
Antananarivo	27,8	29,1	26,0	21,0	33,7	22,3	19,4	24,6
Fianarantsoa	33,7	32,1	40,2	45,4	57,6	40,4	30,6	44,7
Toamasina	33,7	39,3	32,6	44,1	51,7	39,2	30,9	36,5
Mahajanga	18,6	29,1	36,5	35,1	57,5	33,5	26,2	27,9
Toliara	42,8	46,4	33,7	39,2	47,4	29,6	32,9	44,2
Antsiranana	22,0	23,9	32,0	28,9	51,4	27,3	25,2	29,0
Urbain	17,5	29,6	21,4	18,3	29,3	20,2	19,3	21,3
Rural	33,2	34,7	36,1	39,7	53,0	34,8	28,9	38,3

Source: INSTAT/DSM: EPM 1993, 1997, 1999, 2001, 2002, 2004, 2005, 2010

Tableau 15 : Rapport des masses de consommation des différents déciles de consommation

Groupes	p90/p10	p90/p50	p10/p50	p75/p25	p75/p50	p25/p50
Rapport de consommation	5,418	2,463	0,455	2,283	1,536	0,673

Source: INSTAT/DSM: EPM 2010

Tableau 16 : Variation des indices de GINI

Indices	Gini 2005	Gini 2010	Part de population	Part de consommation
Ensemble	0,365	0,403	100,00%	100,00%
Urbain	0,405	0,418	20,30%	30,50%
Rural	0,335	0,370	79,70%	69,50%

Source: INSTAT/DSM: EPM 2010